

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU MAIRE

Décision Municipale N° DM2026_04_025

**OBJET : RENONCIATION EXERCICE DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN-BIEN
SITUÉ AU 315, AVENUE D'ANTERNE**

Le Maire de la Commune de Marignier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 relatif aux délégations du Conseil Municipal au Maire ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L213-1 et suivants et R213-4 et suivants ;

Vu la délibération DEL201912_112 en date du 09 décembre 2019 approuvant le PLU ;

Vu la délibération DEL201912_113 en date du 09 décembre 2019 instaurant le droit de préemption simple sur la commune ;

Vu la délibération DEL2026_03_045 en date du 21 mars 2026 portant délégation d'attribution du Conseil Municipal à Monsieur le Maire ;

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), établie par Maître Romain POUZOL, domicilié 9, avenue de la Libération à 74300 CLUSES, reçue en mairie le 15 avril 2026, portant sur les biens cadastrés section AO n°379 et 385 pour une superficie totale de 352 m², situés au 315, avenue d'Anterne dont le prix de vente est de 445 000 € ;

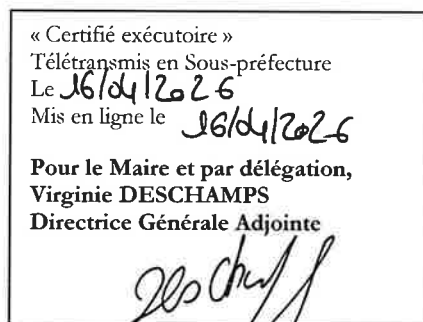
Considérant que le bien faisant l'objet de cette DIA se trouve inclus dans une zone couverte par le Droit de Préemption instauré par la commune ;

Considérant que l'acquisition de ce bien ne présente pas un intérêt communal ;

D É C I D E

ARTICLE 1^{er} : DE RENONCER à préempter les biens situés au 315, avenue d'Anterne, objet de la DIA susvisée

ARTICLE 2 : Madame la Directrice Générale des Services adjointe est chargée de l'exécution de la présente décision



A Marignier, le 16 avril 2026

Le Maire,
Christophe PERY



La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois à compter de la date à laquelle elle a acquis un caractère exécutoire, d'un recours gracieux auprès de son auteur ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.